



Comptes annuels

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

ASS ADIL
22 rue Poullain Duparc
35000 RENNES



■ Sommaire

Attestation d'Expert Comptable	1
Résultat de l'association	3
Dossier de Gestion	5
Bilan actif	8
Bilan passif	9
Compte de résultat	10
Annexe légale	13
Règles et méthodes comptables	14
Faits caractéristiques	17
Notes sur le bilan	20
Notes sur le compte de résultat	27
Autres détails	29
Bilan détaillé	31
Compte de résultat détaillé	34
Nos Conseils Avisés	38

Compte rendu des travaux du professionnel de l'expertise comptable

Conformément à la mission qui nous a été confiée par et qui a fait l'objet de notre lettre en date du 02/03/2020, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'association ADIL relatifs à l'exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle du Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables applicable à la mission de présentation des comptes.

Les comptes annuels ci-joints, qui comportent 27 pages, se caractérisent par les données suivantes :

	Montants en euros
Total bilan	929 876
Résultat net comptable (Déficit)	-66 856

Fait à RENNES SOLARIS le 25/06/2025
COURANT Ludovic
Expert comptable



Résultat de l'association

Dossier de Gestion

Tableau des Soldes Intermédiaires de Gestion

	31/12/2024	%	31/12/2023	%
Ventes de marchandises				
Achats de marchandises				
Variation stocks de marchandises				
Marge commerciale				
Ventes de produits finis et travaux				
Ventes de services				
Production stockée				
Production immobilisée				
PRODUCTION EXERCICE				
Achats matières et consommables				
Variation stocks de matières				
Sous-Traitance				
Marge de production				
ACTIVITE				
MARGE GLOBALE				
Autres achats et charges externes	137 087		119 445	
VALEUR AJOUTEE	-137 087		-119 445	
Subventions d'exploitation	1 064 907		956 968	
Impôts & taxes	48 246		42 789	
Salaires	641 719		583 164	
Charges sur salaires	259 523		236 271	
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	-21 668		-24 702	
Autres produits , Reprise amortissements	31 368		55 232	
Autres Charges	45 030		25 005	
Dotations amortissements et provisions	41 389		30 134	
RESULTAT D'EXPLOITATION	-76 718		-24 609	
Opérations en commun				
Produits financiers	11 846		8 262	
Charges financières				
Résultat financier	11 846		8 262	
RESULTAT COURANT	-64 871		-16 347	
Produits exceptionnels				
Charges exceptionnelles	25			
Résultat exceptionnel	-25			
Impôts sur les bénéfices et participation	1 960		1 562	
Report de ressources non utilisées				
Engagements à réaliser sur ressources affectée				
RESULTAT NET	-66 856		-17 909	

Dossier de Gestion

Du résultat à la trésorerie

	Recettes	Dépenses
Le résultat net comptable de votre entreprise se monte à :		66 856
Charges déduites du résultat mais ne donnant pas lieu à une sortie en trésorerie	86 389	
Produits intégrés dans le Résultat mais ne donnant pas lieu à une entrée en trésorerie		25 000
Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations		
Capacité de l'entreprise à financer elle-même son cycle d'exploitation		5 467
Votre entreprise a en plus bénéficié de ressources externes :		
Produits des cessions et réduction des immobilisations financières		
Versements par les confédérations, augmentation des fonds propres		
Nouveaux emprunts et contrats de crédit-bail contractés sur l'exercice		
Subventions obtenues sur l'exercice		
Total des ressources externes de l'exercice		
Mais votre entreprise doit financer :		
Distributions mises en paiement sur l'exercice		
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé		3 722
Remboursement de capital et de compte courant		15 000
Montant consacré au remboursement du capital des emprunts		
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Total des besoins de financement de l'exercice		18 722
La situation de trésorerie de l'exercice précédent se montait à :	914 283	
A la fin de l'exercice, compte tenu des éléments ci-dessus, la situation de trésorerie devrait s'élever à :	890 093	
Cependant, votre entreprise doit financer son cycle d'exploitation courant qui se traduit par les éléments suivants à la fin de l'exercice en cours :		
Aucune variation des stocks		
Aucune variation des acomptes versés sur commandes		
Aucune variation de l'en-cours clients		
Augmentation des autres créances		44 968
Aucune variation des acomptes reçus		
Augmentation de la dette auprès des fournisseurs	2 360	
Augmentation des dettes fiscales et sociales	12 174	
Diminution des autres dettes		24 953
Besoin généré par le financement du cycle d'exploitation		55 387
La situation de trésorerie à la fin de l'exercice est donc de :	834 707	

■ Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles	45 002	44 301	701	3 396
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	161 387	154 215	7 172	14 377
Immobilisations financières				
Autres titres immobilisés	431		431	416
Total I	206 820	198 515	8 305	18 190
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Autres créances	81 583		81 583	36 053
Autres postes de l'actif circulant				
Valeurs mobilières de placement	700 000		700 000	500 000
Disponibilités	139 707		139 707	414 283
Charges constatés d'avance	281		281	844
Total II	921 571		921 571	951 179
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 128 391	198 515	929 876	969 369
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Réserves pour projets de l'entité	34 145	34 145
Report à nouveau	294 282	322 191
Excédent ou déficit de l'exercice	-66 856	-17 909
Situation nette (sous-total)	261 571	338 427
Total I	261 571	338 427
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	45 000	25 000
Total II	45 000	25 000
PROVISIONS		
Provisions pour charges	181 698	153 916
Total III	181 698	153 916
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 232	24 872
Dettes fiscales et sociales	115 585	103 411
Autres dettes	133 830	183 743
Produits constatés d'avance	164 960	140 000
Total IV	441 607	452 026
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	929 876	969 369

(1) Dont à plus d'un an (a)	
Dont à moins d'un an (a)	441 607
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	
(3) Dont emprunts participatifs	
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours	

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 064 240	956 968
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	7 033	4 895
Utilisation des fonds dédiés	25 000	50 000
Autres produits	3	337
Total I	1 096 276	1 012 200
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	137 087	119 445
Impôts, taxes et versements assimilés	48 246	42 789
Salaires et traitements	641 719	583 164
Charges sociales	259 523	236 271
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	13 607	24 230
Dotations aux provisions	27 782	5 904
Reports en fonds dédiés	45 000	25 000
Autres charges	30	5
Total II	1 172 993	1 036 809
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-76 718	-24 609
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		9
Autres intérêts et produits assimilés	11 846	8 253
Total III	11 846	8 262
CHARGES FINANCIERES		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	11 846	8 262

■ Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-64 871	-16 347
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	25	
Total VI	25	
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-25	
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 960	1 562
Total des produits (I+III+V)	1 108 122	1 020 462
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 174 978	1 038 371
EXCEDENT OU DEFICIT	-66 856	-17 909

Annexe légale

■ Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ADIL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 929 876 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 66 856 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 12/06/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Son objet est d'informer le public sur toute question touchant au logement et à l'habitat ; cette information, qui repose sur une compétence juridique et financière confirmée, doit être complète, neutre, objective, personnalisée et gratuite.

Elle peut, lorsque la situation locale le permet, s'accompagner d'une information sur des offres de terrains et de logements disponibles ; elle vise à favoriser le bon déroulement des projets d'accession à la propriété des ménages et permettre aux usagers, en particulier aux personnes défavorisées, de disposer de tous les éléments permettant l'exercice d'un choix véritable et indépendant.

L'association peut, conformément à l'article 22 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, intégrer ou gérer des plateformes territoriales de la rénovation énergétique ; le contact direct avec le public est privilégié dans la mesure du possible ; l'action de l'association auprès du public exclut tout acte administratif, commercial ou contentieux.

L'association est située 22 rue Poullain Duparc à Rennes. Elle occupe des locaux loués à la ville de Rennes. Pour réaliser toutes ces tâches elle emploie 14 personnes. Ses ressources financières proviennent essentiellement de subventions.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

■ Règles et méthodes comptables

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans

* Matériel de bureau : 5 à 10 ans

* Matériel informatique : 3 ans

* Mobilier : 4 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, qu'il n'existait pas d'indice montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

■ Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

FONDS URGENCE LOGEMENT – ADIL 35 et Rennes Métropole

1. Contexte et objectifs

En 2020, Rennes Métropole a confié à l'ADIL 35 la gestion locale du Fonds d'Urgence Logement (FUL). Ce dispositif vise à soutenir les ménages confrontés à des difficultés de paiement de loyer en raison d'une baisse de revenus liée à la crise sanitaire de la Covid-19.

2. Dotations financières

2020 : Première dotation de 228 000 €

2021 : Seconde dotation de 250 000 €

Total : 478 000 €

3. Utilisation des fonds

Aides versées aux ménages : 78 247 €

Rémunération de l'ADIL : 5 % des enveloppes octroyées

Solde non utilisé au 31/12/2023 : 395 245 €, inscrit au passif du bilan dans le poste « Autres dettes », car ces fonds ne sont pas destinés à l'ADIL mais aux bénéficiaires finaux.

4. Réaffectation partielle des fonds

Convention 2023 – Lutte contre le logement vacant

Une convention signée en 2023 prévoit une participation annuelle de 70 000 € (2023 à 2025) pour financer les actions de l'ADIL dans le cadre de la lutte contre le logement vacant.

Ce montant est prélevé sur le solde du FUL et comptabilisé en « Produits constatés d'avance » pour l'année 2025.

Convention 2024 – Nouvelles actions

Une nouvelle convention signée en 2024 élargit l'utilisation du FUL à d'autres missions :

Renforcement de la prévention des expulsions :

2 CDD financés :

Mars à septembre 2024 : 6 200 €

Novembre à décembre 2024 : 8 900 €

Création d'un poste de Référent Précarité Énergétique :

Septembre 2024 à août 2025 : 35 000 €

Septembre 2025 à août 2026 : 30 000 €

■ Faits caractéristiques

Autres recettes

En 2024, l'ADIL a également perçu 22 250 € supplémentaires, en attente d'affectation.

5. Situation au 31/12/2024

Montant du FUL non encore affecté : 95 394,99 €, toujours inscrit en « Autres dettes », dans l'attente d'une affectation ou d'un éventuel remboursement.

GARANTIE LOGEMENT JEUNE – ADIL 35 et Rennes Métropole

1. Objectif du dispositif

Le dispositif Garantie Logement Jeune a été mis en place pour faciliter l'accès au logement des jeunes en difficulté. Il permet à l'ADIL 35, sur instruction de Rennes Métropole, de verser une aide financière directement aux propriétaires, en garantie du paiement des loyers.

2. Dotation financière

Montant total versé par Rennes Métropole : 50 000 €

Années de versement : 2020 et 2021

3. Gestion comptable

Cette enveloppe n'a pas été comptabilisée en produits, car elle ne constitue pas un revenu pour l'ADIL.

Au 31 décembre 2024, le solde non utilisé s'élève à 38 435 €, inscrit au passif du bilan dans le poste « Autres dettes », en attente d'utilisation future.

4. Rémunération

L'ADIL 35 n'est pas rémunérée pour la gestion de ce dispositif.

Autres éléments significatifs

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Lors des permanences mensuelles, l'ADIL 35 dispose d'un bureau mis à disposition dans les territoires qui les accueillent.

Faits caractéristiques

Il y a une quinzaine de lieux différents mis à disposition gratuite sur l'Ille et Vilaine, pour une durée allant de 2 à 12 heures par mois, suivant les sites. Ces mises à disposition n'ont pas été valorisées.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	44 102	900		45 002
Immobilisations incorporelles	44 102	900		45 002
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	101 265			101 265
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	57 315	2 807		60 122
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	158 580	2 807		161 387
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	416			431
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	416			431
ACTIF IMMOBILISE	203 098	3 707		206 820

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	40 706	3 595		44 301
Immobilisations incorporelles	40 706	3 595		44 301
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	92 936	5 218		98 154
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	51 267	4 794		56 061
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	144 203	10 012		154 215
ACTIF IMMOBILISE	184 908	13 607		198 515

■ Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 81 864 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	81 583	81 583	
Charges constatées d'avance	281	281	
Total	81 864	81 864	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Divers - produits à recevoir	42 175
Intérêts courus à recevoir	
Total	44 023

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de r					
Fonds propres avec droit de r					
Ecarts de réévaluation					
Réserves	34 145	-17 909		-17 909	34 145
Report à Nouveau	322 191			27 909	294 282
Excédent ou déficit de l'exerci	-17 909	17 909		66 856	-66 856
Situation nette	338 427			76 856	261 571
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Comm					
TOTAL	338 427			76 856	261 571

Provisions

Notes sur le bilan

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges Garanties données aux clients Pertes sur marchés à terme Amendes et pénalités Pertes de change Pensions et obligations similaires Pour impôts Renouvellement des immobilisations Gros entretien et grandes révisions Charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charge	153 916	27 782			181 698
Total	153 916	27 782			181 698
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		27 782			
Financières					
Exceptionnelles		45 000	25 000		

Contrairement à l'affectation renseignée dans le tableau ci-dessus, les dotations et reprises liées aux fonds dédiés affectent le résultat d'exploitation et non le résultat exceptionnel.

ENGAGEMENTS EN MATIERE DE RETRAITE:

Comme chaque année les engagements pris en matière de retraite ont été provisionnés. La moyenne des salaires de l'année 2024 a été retenue comme base de calcul.

Comme prévu par l'article 27 du "Règlement intérieur fixant les rapports entre employeur et salariés de l'ADIL 35", l'indemnité de licenciement se calcule en mois de rémunération sur les bases suivantes :

- 1/10 ème de mois par an de 2 à 6 ans d'ancienneté;
- 1/4 de mois par année d'ancienneté au delà.

L'indemnité est plafonnée à 12 mois de salaire.

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 441 607 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 232	27 232		
Dettes fiscales et sociales	115 585	115 585		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	133 830	133 830		
Produits constatés d'avance	164 960	164 960		
Total	441 607	441 607		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	11 800
Dettes provis. pr congés à payer	
Personnel - autres charges à payer	5 168
Charges sociales s/congés à payer	
Charges sociales sur recup	2 377
Total	83 194

■ Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produit constaté d avance FUL	130 900		
Total	130 900		

■ Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics					-667	-667
Subventions d'exploitati		122 384	655 433	47 250	239 840	1 064 907
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investisse						
						1 064 240



Autres détails

Bilan détaillé

ACTIF

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles				
2080000 - Autres immo.incorporelle	45 002		45 002	44 102
2808000 - Amortis. autres immobil. incorpor.		44 301	-44 301	-40 706
	45 002	44 301	701	3 396
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles				
2181000 - Instal.agenc.amenag.div.	101 265		101 265	101 265
2183000 - Materiel bureau informat	41 628		41 628	38 821
2184000 - Mobilier	18 494		18 494	18 494
2818100 - Amortis. instal. gales, agenct. div		98 154	-98 154	-92 936
2818300 - Amortis. matr.bureau et informat.		38 584	-38 584	-34 770
2818400 - Amortis. mobilier		17 477	-17 477	-16 496
	161 387	154 215	7 172	14 377
Immobilisations financières				
Autres titres immobilisés				
2710000 - Titres immobilisés (droit propriété)	431		431	416
	431		431	416
Total I	206 820	198 515	8 305	18 190
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Autres créances				
4010000 - Fournisseurs - france				18
4471000 - Taxe sur les salaires	17 603		17 603	
4487000 - Etat - produits à recevoir				22 535
4672000 - Gie	21 805		21 805	
4687000 - Divers - produits à recevoir	42 175		42 175	13 500
	81 583		81 583	36 053
Autres postes de l'actif circulant				
Valeurs mobilières de placement				
5070000 - Dat- bons du trésor	700 000		700 000	500 000
	700 000		700 000	500 000
Disponibilités				
5121000 - Crédit agricole	43 522		43 522	315 186
5122000 - Cmb	15 729		15 729	21 069
5125000 - Crédit agricole livret a	78 556		78 556	77 731
5187000 - Intérêts courus à recevoir	1 848		1 848	295
5300000 - Caisse	52		52	2
	139 707		139 707	414 283
Charges constatés d'avance				
4860000 - Charges constatées d'avance	281		281	844
	281		281	844
Total II	921 571		921 571	951 179
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 128 391	198 515	929 876	969 369

Bilan détaillé

PASSIF

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Réserves pour projets de l'entité		
1068500 - Reserve de tresorerie	34 145	34 145
	34 145	34 145
Report à nouveau		
1100000 - Report à nouveau (solde créditeur)	294 282	322 191
	294 282	322 191
Excédent ou déficit de l'exercice	-66 856	-17 909
Situation nette (sous-total)	261 571	338 427
Total I	261 571	338 427
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés		
1950000 - Fonds dédiés contrib. fi. aut. orga	45 000	25 000
	45 000	25 000
Total II	45 000	25 000
PROVISIONS		
Provisions pour charges		
1530000 - Prov.pr.pens.oblig.simil	181 698	153 916
	181 698	153 916
Total III	181 698	153 916
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
4010000 - Fournisseurs - france	15 432	12 828
4081000 - Fournisseurs - fact. non parvenues	11 800	12 044
	27 232	24 872
Dettes fiscales et sociales		
4282000 - Dettes provis. pr congés à payer	46 272	39 951
4286000 - Personnel - autres charges à payer	5 168	4 753
4310000 - Sécurité sociale	24 909	20 518
4311000 - Indemnités journalières		96
4320000 - A.g.r.r.	14 449	11 607
4375000 - Mutuelle generale	929	702
4382000 - Charges sociales s/congés à payer	17 577	15 830
4386300 - Charges sociales sur recup	2 377	1 864
4421000 - Prélèvements à la source (ir)	1 944	1 632
4440000 - Etat - impôts sur les bénéfices	1 960	1 562
4471000 - Taxe sur les salaires		4 897
	115 585	103 411
Autres dettes		
4671000 - Fonds d'urgence logement	95 395	143 245
4671010 - Fonds garantie loc jeunes	38 435	40 498
	133 830	183 743
Produits constatés d'avance		
4870000 - Produits constatés d'avance	34 060	
4871000 - Produit constaté d'avance FUL	130 900	140 000
	164 960	140 000

Bilan détaillé

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
Total IV	441 607	452 026
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	929 876	969 369

Compte de résultat détaillé

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
7310000 - Aides à l'emploi	-667	
7450000 - Conseil départemental	245 640	178 000
7451000 - Ministère du logement	122 384	117 124
7452000 - Subv.organis.sociaux	47 250	45 000
7453000 - Subv.action logement	119 605	114 730
7454000 - Subv.organismes hlm et cglls	38 362	33 052
7455000 - Subv. federations prof	2 570	2 500
7457000 - Subv. ets de crédit	11 800	10 800
7458000 - Subv. ars		10 000
7470000 - Autres groupement de communes	99 543	103 832
7473000 - Subv rennes métropole	310 250	280 000
7498000 - Oll 35 - etat	67 504	61 930
	1 064 240	956 968
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges		
7911000 - Charg.rat.comp.61+606	804	489
7911100 - Remboursements ag2r	2 895	4 406
7911200 - Remboursement formation	3 334	
	7 033	4 895
Utilisation des fonds dédiés		
7892000 - Utilisation fds dédiés s/contrib.fi	25 000	50 000
	25 000	50 000
Autres produits		
7580000 - Produits divers gestion courante	3	337
	3	337
Total I	1 096 276	1 012 200
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes		
6063000 - Fourn.bureau.& pet.equip	3 984	1 744
6068000 - Autres fournitures	859	846
6122000 - Credit bail mobilier	5 595	6 034
6131000 - Loyer citroen c3	5 352	5 390
6132000 - Locations immobilières	430	
6132500 - Locations parking	1 301	1 626
6133000 - Locations batiments	9 574	9 186
6136000 - Location matériels téléphone	6 370	6 370
6140000 - Ch.loc.& de copropriete	5 900	8 078
6150000 - Entretien et maintenance		1 206
6153000 - Entretien construction	8 584	7 726
6157000 - Maj-assistance pour logi	3 360	3 958
6160000 - Primes d'assurance	3 164	3 052
6181000 - Documentation generale		222
6190000 - Formations (reclassé en 62281)		103
6210000 - Abonnement juridique	6 720	6 228
6211000 - Abonnement	123	
6212000 - Abonnement site	725	504
6212100 - Abt - hébergement et sites	902	864
6212300 - Abt informatique et communication	18 410	15 508
6212400 - Abt -antivirus		271
6212600 - Abt compta et paie	1 626	1 489

Compte de résultat détaillé

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
6226000 - Autres honoraires	9 300	9 464
6226100 - Honoraires avocats	2 640	
6227000 - Frais actes&contentieux		92
6228100 - Frais de formation	8 688	
6230000 - Publ.propag.relat.public	454	381
6233000 - Salons - foires - expositions		1 958
6234000 - Cadeaux a la clientele	3 070	2 810
6235000 - Editions	4 270	3 944
6251000 - Voyages & déplacements	5 413	4 673
6251100 - Réunion ADIL	536	
6251200 - Frais depl p/format°	1 548	531
6251300 - Deplact reunion direc	1 630	1 918
6257000 - Receptions	299	1 050
6258000 - Séminaire anil	1 122	
6260000 - Frais postaux	5 121	3 339
6261000 - Telephone	5 476	4 647
6261200 - Portable	3 644	3 640
6275000 - Services bancaires	356	372
6281000 - Cotis.&div.aut.serv.ext.	540	222
	137 087	119 445
Impôts, taxes et versements assimilés		
6311000 - Taxe sur les salaires	41 872	36 897
6313000 - Formation continue (trésor)	6 342	5 892
6351300 - Autres impôts locaux	24	
6378000 - Taxes diverses	8	
	48 246	42 789
Salaires et traitements		
6411100 - Rem.personnel permanent	612 740	570 697
6412000 - Var. de prov. pour congés payés	6 321	-4 018
6413000 - Indemnité complémentaires	5 441	1 823
6413100 - Prime exo - macron		15 381
6414000 - Prov heures à récupérer	415	-719
6414010 - Primes diverses	16 801	
	641 719	583 164
Charges sociales		
6451000 - Cotisations à l'urssaf	172 893	157 734
6451100 - Charges prov /heures récupération	513	-249
6452000 - Cotisations retraite et prévoyance	69 443	62 461
6458000 - Var. charges /prov congés payés	1 747	-1 171
6475000 - Medecine du travail	1 548	1 476
6476000 - Cartes de transport		2 954
6477000 - Tickets restaurants	13 378	13 066
	259 523	236 271
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
6811100 - Dot. amort. s/immobil. incorporel.	3 595	3 588
6811200 - Dot. amort. s/immobil. corporel.	10 012	20 642
	13 607	24 230
Dotations aux provisions		
6815300 - Prov. depart retraite	27 782	5 904
	27 782	5 904
Reports en fonds dédiés		
6892000 - Report en fds dédiés s/contrib.fin.	45 000	25 000
	45 000	25 000

Compte de résultat détaillé

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
Autres charges		
6580000 - Charges diverses gestion courante	30	5
	30	5
Total II	1 172 993	1 036 809
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-76 718	-24 609
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
7610000 - Produits de participations		9
		9
Autres intérêts et produits assimilés		
7640000 - Revenus des vmp	9 706	6 507
7680000 - Autres produits financiers	2 141	1 746
	11 846	8 253
Total III	11 846	8 262
CHARGES FINANCIERES		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	11 846	8 262

■ Compte de résultat détaillé

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-64 871	-16 347
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
6712000 - Pénalités et amendes	25	
	25	
Total VI	25	
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-25	
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
6950000 - Impôts sur les bénéfices	1 960	1 562
	1 960	1 562
Total des produits (I+III+V)	1 108 122	1 020 462
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 174 978	1 038 371
EXCEDENT OU DEFICIT	-66 856	-17 909

Nos Conseils Avisés

Nos conseils

Nous avons élaboré vos comptes annuels en fonction des éléments que vous nous avez transmis. Des conseils personnalisés vous sont apportés dans le cadre du compte rendu de notre mission (*commentaire de résultat, courrier de recommandation conseils, notes techniques, comptes rendus de rendez-vous...*). L'objet de ce document est de vous alerter sur des possibilités d'évolution de votre entreprise qui peuvent faire l'objet d'étude spécifique ou de conseil à mettre en œuvre. La prise en compte de ceux-ci a pour objectif de garantir votre sécurité et la bonne marche de votre entreprise.

Entreprise individuelle

Si votre entreprise est sous statut d'entreprise individuelle, une évolution juridique peut permettre de mieux protéger votre patrimoine professionnel et personnel. En effet, votre responsabilité est alors fonction du capital social de la société. Une étude personnalisée permettra de mettre en évidence les solutions les plus adaptées à votre situation. Vous pouvez mettre à profit cette étude pour mesurer les conséquences de l'évolution du statut de votre conjoint. A défaut de mise en société, la protection de votre habitation principale peut être obtenue en réalisant une déclaration d'insaisissabilité auprès de votre notaire.

Société et assemblée générale

En qualité de gérant de société, il vous appartient de tenir une assemblée générale ordinaire annuelle. Celle-ci doit être matérialisée par des actes juridiques. Pour les sociétés dites commerciales, un dépôt des comptes annuels est à réaliser, en général, auprès du greffe du tribunal de commerces. Nos équipes juridiques sont bien entendu à votre écoute pour vous aider à la réalisation de cette formalité. En cas de manquement, vous exposez votre responsabilité vis-à-vis des tiers et de vos associés.

Comptes courants associés débiteurs

La présence d'un compte courant associé débiteur dans une société commerciale est assimilable à un abus de droit social. Cela signifie que vos prélèvements financiers ont été supérieurs à vos rémunérations et distributions de bénéfices acquises au sein de la société. Il peut en résulter des conséquences en matière d'imposition, de cotisations sociales et de responsabilité.

Assurances responsabilité civile

Parce qu'un préjudice lié à votre activité peut amener un tiers à se retourner contre vous, nous vous conseillons de vérifier les garanties de votre contrat d'assurance de responsabilité civile. En cas d'absence de cette couverture, nous vous invitons très fortement à vous rapprocher d'un assureur pour étudier la mise en place de cette protection et ainsi éviter une mise en danger de l'entreprise.

Assurance homme clé

La bonne marche de votre entreprise dépend essentiellement du chef d'entreprise. Alors que celui pense souvent à s'assurer pour les pertes matérielles ou des pertes d'exploitation, il néglige souvent l'assurance homme clé. Or toute absence imprévue du chef d'entreprise peut se traduire par un manque à gagner pouvant mettre en péril la vie de l'entreprise. Nous vous conseillons d'étudier ce point en fonction des enjeux pour votre entreprise.

Assurance risque fiscal

Tout événement exceptionnel auquel peut être confrontée votre entreprise peut engendrer des revenus taxables ayant pour conséquence un surplus d'impôt à payer. Ce risque peut être couvert par une assurance risque fiscal. Nous vous conseillons d'étudier l'opportunité de la mise en place d'une telle couverture pour votre entreprise. De même, nous vous invitons à réévaluer les risques de façon régulière afin de ne pas vous trouver en situation de risque insuffisamment couvert.

Document unique d'évaluation des risques professionnels

L'emploi de travailleurs (*salariés, stagiaires...*) vous engage à respecter un certain nombre d'obligation et notamment la réalisation et l'actualisation d'un document unique d'évaluation des risques professionnels. A défaut votre responsabilité pourra être engagée avec des conséquences financières très lourdes en cas d'accident du travail, maladie professionnelle d'un de vos travailleurs. Nos conseillers sont à votre écoute pour vous accompagner dans la mise en place de ce document.

Recours à la sous-traitance et obligation de vigilance du donneur d'ordre

Pour tout contrat d'un montant minimum de 5 000 euros (*montant global de la prestation même si celle-ci fait l'objet de plusieurs paiements ou facturations*), vous êtes tenu de vérifier, lors de sa conclusion, puis tous les 6 mois jusqu'à la fin de son exécution, que votre sous-traitant s'acquitte bien de ses obligations de déclaration et de paiement des cotisations.

À CET EFFET, VOUS DEVEZ EXIGER :

- Un document attestant de l'immatriculation de votre sous-traitant,
- Une attestation de vigilance, délivrée par l'Urssaf, qui mentionne le nombre de salariés et le total des rémunérations que votre sous-traitant a déclaré lors de sa dernière échéance.

Ce document atteste également de son respect des obligations de déclaration et de paiement des charges sociales. Vous devez vous assurer, en tant que donneur d'ordre, de la validité des attestations que votre sous-traitant vous fournit. Sur la page d'accueil du site www.urssaf.fr vous devez saisir le numéro de sécurité mentionné sur l'attestation afin de vérifier l'authenticité du document. À défaut de procéder à ces vérifications, vous serez poursuivi et condamné solidairement à régler les cotisations de Sécurité sociale de votre sous-traitant, si celui-ci a eu recours au travail dissimulé.

Nos Conseils Avisés

Validation des trimestres de retraites

Dans le régime social des indépendants le nombre de trimestres validés pour votre retraite dépend des revenus de votre activité. Fonction de vos objectifs de départs en retraite, de niveau de vie souhaité après votre phase d'activité professionnelle, des rachats de trimestres peuvent être envisagés. Nos conseillers sont à votre disposition pour étudier les possibilités d'amélioration de votre revenu pour obtenir un nombre de trimestres en phase avec votre activité. Un bilan conseil retraite peut être utile pour mieux connaître vos droits et montant prévisionnel de revenu à la retraite.

Demandes d'aide

N'étant pas décisionnaire dans les montants d'aides qui pourront vous être attribuées, notre mission consiste à vous accompagner dans la réalisation des demandes. Ceci ne garantit pas l'obtention du montant estimé et demandé.

Délai de conservation des documents

Le délai de conservation des documents comptables, livres, registres, documents, ou pièces quelconques (*factures, bons de commande, courriers...*) est fixé à 6 ans. On notera qu'il s'agit d'une obligation d'ordre fiscal. Nous vous suggérons cependant dans l'intérêt de l'entreprise de conserver ces documents pendant 10 ans qui correspond au délai de conservation des documents comptables des entreprises commerciales. Dans les sociétés, il est préconisé de conserver les livres légaux (*grand livre- balance*) pendant la durée de la société. Il est conseillé de conserver les factures d'investissement pendant toute la période d'amortissement.

Notre conseil pour la conservation des autres documents		Durée légale	Durée suggérée dans l'intérêt de l'entreprise
Documents juridiques :	Statuts et tout acte lié au fonctionnement de la société		Illimitée
	Registre des procès-verbaux, de vente ou transfert de titres, Rapport des gérants, feuille présence aux assemblées	6 ans	30 ans
	Titres de propriété et acte de vente	30 ans	30 ans
Documents relatifs au personnel	Registre du personnel	5 ans après départ du salarié	30 ans
	Double des bulletins de salaires	5 ans	30 ans
	Fiches individuelles, répartition intéressement	30 ans	30 ans
	Déclarations sociales		
	▪ Sécurité sociale	3 ans	10 ans
	▪ Assedic	5 ans	10 ans
	▪ Retraite complémentaire	10 ans	10 ans

Respect des obligations réglementaires (ICPE, ...)

Si votre activité relève des installations classées, votre activité doit être déclarée ou autorisée auprès des autorités préfectorales (*taille, effectifs, surface, ...*). Vous devez disposer d'un récépissé ou d'un arrêté en cohérence avec la taille de votre outil. Nous vous conseillons de vérifier régulièrement cette obligation et de mettre en conformité votre déclaration ou autorisation si besoin.

Difficultés de gestion

Si votre entreprise rencontre des difficultés de gestion liées à un développement d'activité, un manque d'activité, une défaillance d'un tiers, un manque de rentabilité... des solutions peuvent être mises en œuvre pour préserver la pérennité de l'entreprise. Ceci nécessite un diagnostic préalable à la mise en place d'une solution adaptée. Nous vous conseillons de prendre contact avec un conseiller spécialisé dans ce domaine, dès l'apparition des premiers signes de fragilité. Votre comptable peut vous orienter dans cette démarche.

Dépôt des déclarations

Sans formalisation d'une mission de dépôt des déclarations par CER FRANCE Brocéliande, le chef d'entreprise est responsable du dépôt de celles-ci auprès des organismes et administrations concernés. Nous vous invitons à respecter les délais légaux pour éviter toute pénalité.

Tenue de caisse

Votre activité peut nécessiter la tenue d'une caisse. Cette obligation consiste à tenir un brouillard de caisse retraçant les mouvements financiers d'entrées et de sorties chaque jour avec référence au ticket Z, à conserver les documents justificatifs des mouvements (*rouleaux de caisse enregistreuse, ...*). De plus, une centralisation quotidienne de vos ventes dans un "livre de recettes" est obligatoire. Le non-respect de ces règles peut engendrer une remise en cause de votre comptabilité. Nous sommes à votre disposition pour vous conseiller ou refaire le point sur vos obligations sur la tenue de la caisse.

SIÈGE

RENNES CEDEX - 35065

4 rue du Bourg Nouveau

CS 26544

Tél : 02 23 48 60 60

ANTENNE ADMINISTRATIVE

VANNES CEDEX - 56006

6 rue Yves Guillou

CS 52229

Tél : 02 97 46 30 20

AGENCES :

AURAY - 56400

Z.A.C Porte Océane

8 rue du Danemark

Tél : 02 97 50 50 30

BAIN DE BRETAGNE - 35470

10 rue Anjela Duval

Tél : 02 99 43 84 56

BRUZ - 35170

1 Allée Gustave Eiffel

Campus de Ker Lann

Tél : 02 99 05 02 64

BETTON - 35830

L.A De La Motte d'Ille

Tél : 02 99 55 75 75

CAUDAN - 56850

Zone de Kergoussel

921 rue Jacques-Ange Gabriel

Tél : 02 97 76 99 66

CESSON-SEVIGNE CEDEX - 35577

17 rue des Mesliers

CS 87712

Tél : 02 99 53 76 51

CHATEAUBOURG - 35220

51 rue de Paris

Tél : 02 99 00 87 87

COMBOURG - 35270

5 bd du Mail

Tél : 02 99 73 17 48

DOL DE BRETAGNE - 35120

5 rue de la Marette

Tél : 02 99 48 14 27

GUICHEN - 35580

Valonia - 14 rue Louis Ampère

Tél : 02 99 57 00 57

JANZÉ - 35150

2 rue Pierre Auguste Renoir

Tél : 02 99 47 63 90

LA GUERCHÉ DE BRETAGNE - 35130

13 Grand Mail

Tél : 02 99 96 31 89

LÉCOUSSE - 35133

4 bd André Malraux

Z.A La Martinais

Tél : 02 99 94 85 80

LE FAOUËT - 56320

Parc d'Activités de Kernot - Vihan

Tél : 02 97 23 14 35

MALESTROIT - 56140

12 rue Edouard Entremont

Tél : 02 97 75 15 53

MONTAUBAN DE BRETAGNE - 35360

1 rue des Fontenelles

Z.A De La Gautrais

Tél : 02 99 06 68 20

MONTFORT SUR MEU - 35160

4 ruelle des Ecoles

Tél : 02 99 09 33 33

MOREAC - 56500

Z.A de Keranna - Kérabuse

Tél : 02 97 46 73 73

NIVILLAC - 56130

44 Parc d'Activités des Métairies

Rue Pasteur

Tél : 02 99 90 91 91

PIPRIAC - 35550

1 rue de la Libération

Tél : 02 99 34 38 09

PLOËRMEL - 56800

Parc d'Activités de Brocéliande

Rue des Huloux

Tél : 02 97 74 06 39

PONTIVY - 56300

42 avenue des Cités Unies

Tél : 02 97 25 47 99

QUESTEMBERT - 56230

Z.A Kervault Est

3 rue Charles de Coulomb

Tél : 02 97 26 17 33

REDON - 35600

8 rue Victor Hugo

Tél : 02 99 57 39 08

RENNES - 35011

2 rue Pierre Joseph Colin

CS 71131

Tél : 02 23 48 60 60

SAINT AUBIN DU CORMIER - 35140

3 rue de Dinan

Tél : 02 99 39 77 00

SAINT MALO - 35400

Immeuble Brocéliande

Rue du Grand Jardin

Z.A.C de la Moinerie

Tél : 02 99 20 07 58

VANNES CEDEX - 56006

6 rue Yves Guillou

CS 52229

Tél : 02 97 46 61 00

VERN SUR SEICHE - 35770

7 rue de la Croix Rouge

Tél : 02 99 62 83 04

VITRÉ - 35500

28 Avenue d'Helmstedt

Tél : 02 99 75 10 03

La proximité
pour L'EFFICACITE

CERFRANCE
BROCELIANDE



www.cerfrance-broceliande.fr